

PAR COURRIEL

Québec, le 21 juillet 2023

Monsieur,

Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 6 juillet 2023, afin d'obtenir le ou les documents suivants :

« Le nombre de plaintes reçu par le Bureau des plaintes la SHQ portant sur des coopératives d'habitation qui reçoivent de l'aide financière de la SHQ et qui sont donc assujetti au normes de la Loi sur la société d'habitation du Québec localisés sur le territoire de la Ville de Montréal depuis 2018 (inclusivement) et ventilé par année jusqu'à aujourd'hui.

Le pourcentage des plaintes reçues de même nature, localisation et échéancier spécifiées ci-haut qui ont été traitées par le Bureau des plaintes ventilé par année de réception.

Le délai de traitement en moyenne et / ou médiane de ces plaintes de même nature, localisation et échéancier spécifiées au premier paragraphe ventilé par année de réception.

... 2

Le nombre de coopératives d'habitation qui ont eu des audits de documentation effectués par la SHQ en vertu d'assurer le suivi des normes qui y sont appliquées en vertu de la Loi sur la société d'habitation du Québec ventilée par année depuis 2018 (inclusivement) jusqu'à aujourd'hui et qui sont situés sur le territoire de la Ville de Montréal. »

Après analyse, nous accédons en partie à votre demande. Vous trouverez les renseignements demandés ci-après en ce qui concerne les coopératives d'habitation qui ont fait l'objet d'une vérification par la Société d'habitation du Québec sur le territoire de la Ville de Montréal.

Année	Nombre Organisme Coop Montréal Vérification
2018	25
2019	46
2020	20
2021	6
2022	12
2023	4
Total général	113

Toutefois, nous ne détenons pas l'information demandée en ce qui a trait aux plaintes concernant les coopératives d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal. En effet, nous ne détenons cette information qu'à l'échelle provinciale.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Responsable de l'accès aux documents et de
la protection des renseignements personnels,

(Original signé)

FADI GERMANI

N/Réf. : 2023-2024-17

RLRQ, chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

51. Lorsque la demande est écrite, le responsable rend sa décision par écrit et en transmet copie au requérant et, le cas échéant, au tiers qui a présenté des observations conformément à l'article 49.

La décision doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis les informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai pendant lequel il peut être exercé.

1982, c. 30, a. 51; 2006, c. 22, a. 28.

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

Québec	525, boul. René-Levesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 514 844-6170

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).